

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS DE MARTIGUES**

Date de Publication : 04/08/2020

N° : 2020/180

Les Délibérations  
Conseil du 13 Juillet 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-  
PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de  
Martigues

**SEANCE DU 13 JUILLET 2020**

L'an **deux mille vingt**, le **13** du mois de **Juillet** à 14 Heures le Conseil de Territoire, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances.

**Etaient présents :**

M. Laurent **BELSOLA**, Mme Linda **BOUCHICA**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Gérard **FRAU**,  
M. Vincent **GOYET**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales  
M. Vincent **GOYET** a été désigné **secrétaire de séance**.

## **N°2020-001 - ELECTION DU PRESIDENT DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES**

Conformément au code électoral et à l'article L.5218-6 du code général des collectivités territoriales, les conseillers du territoire du Pays de Martigues, issus du suffrage universel, sont réunis, en ce 13 Juillet 2020, pour procéder à l'élection du Président dudit Conseil de Territoire, sous la présidence de Monsieur Gaby CHARROUX doyen d'âge des membres présents.

Il est exposé qu'en vertu des articles L.5211-2, L.2122-4 et L.2122-7 dudit Code, le Président est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du Conseil de Territoire. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Monsieur le Président de séance A APPELE LES CANDIDATS ou leurs représentants à se faire connaître :

Madame Nathalie LEFEBVRE a proposé la candidature de Monsieur Gaby CHARROUX, Monsieur le Président de séance a demandé à l'Assemblée délibérante de lui désigner DEUX ASSESSEURS pour CONSTITUER LE BUREAU qui constateront les résultats de l'élection du Président :

Madame BOUCHICHA Linda

Monsieur SALAZAR-MARTIN Florian

Monsieur le Président de séance a invité l'Assemblée à procéder à l'élection du Président dans les conditions réglementaires.

Chaque conseiller a déposé dans une urne son bulletin sous enveloppe.

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote 0

Nombre de votants (enveloppes déposées) 7

Nombre de suffrages blancs ou déclarés nuls par le bureau 0

Majorité absolue 4

Ont obtenu :

**Monsieur Gaby CHARROUX : 7 –SEPT VOIX**

**Le Conseil de Territoire Du Pays de Martigues,**

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1** — Le Conseil de Territoire déclare que Monsieur Gaby CHARROUX ayant obtenu 7 voix est élu Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, et est immédiatement installé dans ses fonctions ;

**Article 2** - Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Monsieur Gaby CHARROUX président nouvellement élu, a conservé la présidence de la séance et a invité l'assemblée à procéder à la détermination du nombre de vice-présidents et à

leur élection.

## **N°2020-002 - DETERMINATION DU NOMBRE DE VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES**

**CONSIDERANT** qu'aux termes du second alinéa de l'article L.5218-6 du code général des collectivités territoriales : « Le Conseil de Territoire désigne (...) en son sein, parmi les conseillers de territoire, un ou plusieurs vice- présidents. Le nombre de ceux-ci ne peut être supérieur à 30 % du nombre total des membres du Conseil de Territoire ni excéder le nombre de quinze ».

**CONSIDERANT** que sur le fondement de ces dispositions, il appartient au Conseil de Territoire, afin de pouvoir procéder à la désignation de ses vice-présidents, d'en déterminer préalablement le nombre.

**CONSIDERANT** qu'il est rappelé que le présent Conseil de Territoire est composé de 7 conseillers de territoires.

**CONSIDERANT** qu'il est proposé aux membres dudit conseil de fixer le nombre de vice-présidents du Conseil de Territoire à 2.

Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Du Pays de Martigues,**

**VU**

- Le code général des collectivités territoriales et, notamment, son article L. 5218-6 ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1**— Le Conseil de Territoire fixe le nombre de vice-présidents à 2.

**Article 2** - Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

## **N°2020-003 - ELECTION DES VICE-PRESIDENTS DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES**

**CONSIDERANT** la détermination préalable du nombre de Vice-Présidents du Conseil de Territoire du Pays de Martigues fixé à 2,

**CONSIDERANT** qu'en vertu des articles L.5211-2, L.2122-4 et L.2122-7 dudit Code, les Vice-Présidents sont élus au scrutin secret et à la

majorité absolue parmi les membres du Conseil de Territoire. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu. Ce mode de scrutin, individuel, exclut toute obligation de parité.

**PAR CONSEQUENT**, il est demandé aux candidats intéressés de se manifester afin de procéder successivement à l'élection de chaque Vice-Président.

## **ELECTION DU 1<sup>ER</sup> VICE-PRESIDENT**

Monsieur le Président a reçu la candidature de **Monsieur FRAU Gérard** au poste de 1<sup>er</sup> Vice-Président.

Le Président, après avoir recueilli la candidature précitée la soumet au vote de l'assemblée délibérante.

Chaque conseiller a déposé son bulletin sous enveloppe dans l'urne prévue à cet effet. Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) 7
- c. Nombre de suffrages blancs ou déclarés nuls par le bureau 0
- d. Nombre de suffrages exprimés [b - c] 7
- e. Majorité absolue 4

Ont obtenu :

**Monsieur FRAU Gérard : 6 – SIX VOIX**

**Monsieur BELSOLA Laurent : 1 – UNE VOIX**

## **ELECTION DU 2<sup>ème</sup> VICE-PRESIDENT**

Monsieur le Président a reçu les candidatures de **Monsieur BELSOLA Laurent** et de **Monsieur GOYET Vincent** au poste de 2<sup>ème</sup> Vice-Président.

Le Président, après avoir recueilli les candidatures précitées les soumet au vote de l'assemblée délibérante.

Chaque conseiller a déposé son bulletin sous enveloppe dans l'urne prévue à cet effet. Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) 7
- c. Nombre de suffrages blancs ou déclarés nuls par le bureau 0
- d. Nombre de suffrages exprimés [b - c] 7
- e. Majorité absolue 4

Ont obtenu :

**Monsieur BELSOLA Laurent 6 – SIX VOIX**

**Monsieur GOYET Vincent 1 - UNE VOIX**

**Le Conseil de Territoire Du Pays de Martigues,**

**Où le rapport ci-dessus,**

**Délibère**

**Article 1** - déclare que **Monsieur FRAU Gérard** ayant obtenu 6 voix, est élu 1<sup>er</sup> Vice-Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et est immédiatement installé dans ses fonctions.

**Article 2** – déclare que **Monsieur BELSOLA Laurent** ayant obtenu 6 voix, est élu 2<sup>ème</sup> Vice-Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et est immédiatement installé dans ses fonctions.

**Article 3** : le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

## **N°2020-004 - LECTURE DE LA CHARTE DE L'ELU LOCAL PREVUE A L'ARTICLE L.1111-1-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES**

Monsieur le Président indique au Conseil de Territoire que, suite à l'adoption de la loi n°2015-366 du 31 mars 2015, une nouvelle disposition a été introduite dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui prévoit que lors de la première réunion de l'organe délibérant, immédiatement après l'élection du président et des vice-présidents, le Président donne lecture de la charte de l'élu local inscrite à l'article L.1111-1-1 du CGCT.

En préambule, Monsieur le Président rappelle l'alinéa 1er de la disposition précitée, lequel dispose que:

« Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l'élu local ».

Monsieur le Président donne lecture de la charte de l'élu local :

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu

local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions. » ;

Monsieur le Président après cette lecture, remet aux conseillers de Territoire, conformément à l'article L.5211-6 du CGCT, une copie de la charte de l'élu local et les dispositions de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du titre 1er « Etablissements Publics de Coopération Intercommunale » applicable dans les métropoles ainsi que des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, VU**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :** le Conseil de Territoire prend acte que Monsieur le Président a donné lecture de la charte de l'élu local et a remis copie de celle-ci à tous ses membres ainsi que copies des dispositions de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du titre 1<sup>er</sup> « Etablissements Publics de Coopération Intercommunale » et des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions.

**Article 2 :** Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer la présente délibération.

**SANS VOTE**

**N°2020-005-ACCORD SUR LE PROJET DE DELIBERATION SOUMIS AU CONSEIL DE LA METROPOLE DU 17 JUILLET 2020 - DELEGATION DE COMPETENCES DU CONSEIL DE LA METROPOLE AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS DE MARTIGUES**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L.5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

*« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :*

*1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;*

*2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;*

*3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;*

*4° Schéma de l'ensemble de voirie ;*

*5° Abrogé ;*

*6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;*

*7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;*

*8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;*

*9° Marchés d'intérêt national ;*

*10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;*

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1<sup>er</sup> du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Par conséquent, suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, il est demandé au Conseil de Territoire de se prononcer sur les délégations de compétences au Conseil de Territoire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**Considérant**

- Que conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues est sollicité pour accord sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays de Martigues, préalablement à son examen par le Conseil de la Métropole.

**Délibère**

**Article 1 :**

Le Conseil de Territoire donne son accord sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire u Pays de Martigues, joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer la présente délibération.

**ADOPTÉ A LA MAJORITÉ**

**Nombre de voix POUR : 6**  
**Nombre de voix CONTRE : 1**

Les Délibérations  
Conseil du 29 Juillet 2020



METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de Martigues

**SEANCE DU 29 JUILLET 2020**

L'an **deux mille vingt**, le **29** du mois de **Juillet** à 17 Heures 30 le Conseil de Territoire, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances.

**Etaient présents :**

M. Laurent **BELSOLA**, Mme Linda **BOUCHICHA**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Gérard **FRAU**,  
M. Vincent **GOYET**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**.

En application de l'article L.2121-15 du CGCT, Monsieur **Gérard FRAU** a été désigné **secrétaire de séance**

## **1. N°2020-006-Délégation de compétences du Conseil de Territoire du Pays de Martigues au Président**

Rapporteur : Monsieur Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Pour la mise en œuvre des délégations consenties par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, le Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer à son Président une partie des attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire ;
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances.

Le Conseil de Territoire peut également autoriser son Président à subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-Présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le Président rend compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

En application de ce qui précède, il est proposé d'organiser la délégation de compétences au Président du Conseil de Territoire. Il convient de préciser que toute question n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Président du territoire relèveront de la compétence du Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n°HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Le Président reçoit délégation du Conseil de Territoire pour :

Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits à l'état spécial du territoire et aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement, dans les cas et conditions suivants :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 euros HT.
- Ainsi que l'approbation de l'ensemble des actes connexes liés.

Effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre, de l'Etat Spécial de territoire, à l'exclusion des articles dont les crédits sont spécialisés, si le vote de l' Etat Spécial de Territoire est réalisé au niveau du chapitre seulement.

Approuver les mandats spéciaux des conseillers de territoires

Demande de subventions auprès de partenaires,

Dépôt des dossiers d'autorisation d'urbanisme concernant le territoire,

Dépôt de demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement situé sur le territoire,

Autorisation d'occupation du domaine public ou privé des biens immobiliers situés sur le territoire,

Approbation des baux pour des biens situés sur le territoire,

Approbation et autorisation à signer les conventions et les contrats,

Il est précisé que toute question n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Président relèvera de la compétence du.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, il convient d'autoriser un vice-Président, dans l'ordre du tableau, à remplacer le Président dans l'exercice des fonctions qui lui ont été déléguées par le Conseil de Territoire à signer les décisions.

Enfin, et conformément à la délibération du Conseil de la Métropole, le Président est autorisé à subdéléguer aux vice-Présidents par arrêté les attributions qui lui ont été confiées.

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de Territoire.

### **Article 2 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire, ou son représentant dûment habilité, est autorisé à signer la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

## **2. N°2020-007-Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues - Vote du Compte de Gestion 2019**

Rapporteur : Monsieur Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 Juillet 2020 ;
- La délibération n°HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Les délibérations approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaires et les

Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de territoire pour l'exercice 2019 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère :**

### **Article 1 :**

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2019 comme suit :

Le résultat de clôture de l'exercice 2019 du Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues est le suivant :

En recettes ; 14 483 608.55 euros

En dépenses : 14 483 608.55 euros

**Résultat 0 euro**

### **Article 2 :**

Est adopté et déclare que le Compte de Gestion de l'Etat Spécial de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2019, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

## **3. N°2020-008-Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues - Approbation du compte administratif 2019**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Compte Administratif de l'exercice 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues sera présenté au vote du Conseil de Métropole du 31 Juillet 2020 en même temps que le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole.

En conséquence, l'approbation du compte administratif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire relève désormais de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'il apparaît dans le Compte de gestion de Monsieur le Receveur des Finances est identique à celui constaté dans le Compte Administratif de l'exercice 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Gaby Charroux en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 13 Juillet 2020 ;
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Le Compte de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- Les délibérations approuvant le Budget Primitif, le Budget Supplémentaires et les Décisions Modificatives de l'Etat Spécial de territoire pour l'exercice 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère :**

#### **Article 1 :**

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'adoption du Compte Administratif de l'exercice 2019 comme suit :

L'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues est arrêté aux montants exécutés suivants :

En recettes : 14 483 608.55 euros

En dépenses : 14 483 608.55 euros

**Résultat** 0 euro

Territoire	Fonctionnement	Investissement	Total
Territoire du Pays de Martigues	Dépenses : 0 €	Dépenses : 0 €	0 €
	Recettes : 0 €	Recettes : 0 €	0 €

#### **Article 2 :**

Le Conseil de Territoire donne acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2019 de l'Etat Spécial de Territoire, document annexé à la présente délibération.

#### **Article 3 :**

Le Conseil de Territoire reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les

écritures administratives. Le résultat de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le compte de Gestion 2019 de Monsieur le receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2019.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **ADOpte A L'UNANIMITE**

#### **4. N°2020-009-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues - Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2020**

Rapporteur : Monsieur Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme pour le Budget Primitif la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57, elle se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion depuis le vote du Budget Primitif le 12 Décembre 2019.

La Décision Modificative qui ne concerne que l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues est présentée en annexe et s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après

Il est proposé que le Conseil de Territoire, approuve la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues comme suit :

La dotation de gestion inscrite au Budget Primitif reste identique.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues s'étant prononcé par l'adoption de son Etat Spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le conseil de Territoire, arrête la Décision modificative N°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le décret n°2015-1520 du 23 Novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° 2019-037 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en date du 12 décembre 2019 approuvant l'État Spécial de Territoire 2020.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la Décision Modificative N°1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues arrêté aux chiffres suivants :

**Article 2 :**

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

**5. N°2020-010-Attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique à l'association « Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues » au titre de l'exercice 2020.**

Rapporteur : Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions relative à la compétence politique de la ville et plus précisément au titre du Plan de Lutte Intercommunal contre les Discriminations, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association « Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues » (MJC) mène des activités généralistes culturelles et d'animation auprès d'un large public. Afin d'agir contre les discriminations liées au handicap, la MJC s'est engagée dans deux projets pour faciliter l'inclusion des personnes handicapées : l'un sur la langue des signes, « Traduction Langue des Signes Française », l'autre pour les enfants autistes présentant des troubles de la relation, « l'atelier minuscules ».

Le premier projet consiste à faciliter l'inclusion des personnes déficientes auditives à l'activité annuelle de la MJC pour un groupe d'usagers sourds et malentendants : « Traduction Langue des Signes Française ». Il s'agit de soutenir les projets de ce groupe qui consistent en des actions de

sensibilisation, de formation et de traduction régulière en langue des signes notamment lors d'événements organisés par la MJC, y compris les Conseils d'Administration et Assemblées Générales. Le personnel salarié de la MJC se forme chaque semaine à la langue des signes.

La seconde action vise à l'intégration d'un public fragile. La MJC met en place un atelier « minuscules » en direction d'enfants de 6 à 9 ans présentant des troubles de la relation. Il s'agit d'offrir un espace de rencontre et de partage autour de l'expression corporelle et de la danse afin de développer des capacités de communication non-verbales pour ces enfants autistes.

L'association souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention pour l'exercice 2020.

Il est donc proposé de soutenir les actions par une subvention de fonctionnement spécifique de 4 000 euros, réparti comme suit :

Territoire	Fonctionnement	Investissement	Total
Territoire du Pays de Martigues	Dépenses : 0 €	Dépenses : 0 €	0 €
	Recettes : 0 €	Recettes : 0 €	0 €

- 2 000 € pour l'action « Traduction Langue des Signes Française »,
- 2 000 € pour l'action « Atelier minuscules ».

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier des actions, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et, le cas

échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-117 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, par laquelle le territoire s'engage à développer un plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'association souhaite poursuivre ses actions entreprises en matière de lutte contre les discriminations ;
- Qu'elle sollicite le Conseil de Territoire du Pays de Martigues pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à cette demande

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique d'un montant de 4 000 euros au titre de l'exercice 2020 à l'association Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol E210 Nature 65748 Fonction 52.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

#### **6. N°2020-011-Attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique à l'association Le Rallumeur d'Etoiles – Exercice 2020.**

Rapporteur : Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions relative à la compétence politique de la ville et plus précisément au titre du Plan de Lutte Intercommunal contre les Discriminations, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Le Rallumeur d'Etoiles a été créée en 2016 avec pour objectif d'expérimenter et d'accompagner des initiatives sociales et solidaires autour d'un café associatif. Il s'agit d'un lieu de programmation culturelle, d'animations, d'ateliers. L'association organise des événements festifs et des initiatives citoyennes.

Pour l'année 2020, l'association Le Rallumeur d'Etoiles propose dans le Plan de Lutte intercommunal un cycle de sensibilisation sur les discriminations, axé sur le féminisme. L'action de l'association vise à favoriser une prise de conscience, l'information de femmes et d'hommes sur les enjeux de l'égalité et ainsi participer à la mise en œuvre des engagements pris par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues avec la Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Cette action s'inscrit également dans la mise en œuvre du Plan de lutte contre les discriminations du Conseil de Territoire dans ses axes égalité femmes-hommes en termes d'information du grand public.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association Le Rallumeur d'Etoiles de mettre en œuvre ce cycle sur le féminisme, il est proposé de lui accorder une subvention spécifique d'un montant de 2 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention

qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-117 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, par laquelle le territoire s'engage à développer un plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'association souhaite poursuivre ses actions entreprises en matière d'égalité Femmes-Hommes, et de lutte contre les discriminations ;
- Qu'elle sollicite le Conseil de Territoire du Pays de Martigues pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à cette demande.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique d'un montant de 2 000 euros au titre de l'exercice 2020 à l'association Le Rallumeur d'Etoiles.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol E210 Nature 65748 Fonction 52.

##### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **ADOpte A L'UNANIMITE**

#### **7. N°2020-012-Attribution d'une subvention de fonctionnement global à l'association « Volonté Initiative Engagement (VIE) au Féminin » au titre de l'exercice 2020.**

Rapporteur : Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions relative à la compétence politique de la ville et plus précisément au titre du Plan de Lutte Intercommunal contre les Discriminations, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Volonté Initiative Engagement (VIE) au Féminin a été créée à Port-de-Bouc en 2001 afin de développer la citoyenneté des femmes et d'agir pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Par la tenue de permanences, l'organisation d'expositions, de ciné-débats, de moments conviviaux et de temps forts autour des journées mondiales du 8 mars et du 25 novembre, l'association sensibilise, informe et agit pour les

droits des femmes et contre les violences qui leur sont faites.

L'action de l'association VIE au Féminin participe à la mise en œuvre des engagements pris par le Conseil de Territoire avec l'adoption de la Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale et à la mise en œuvre du Plan de lutte contre les discriminations dans son axe « égalité femmes-hommes ». L'association organise de multiples actions qui visent à promouvoir les droits des femmes, notamment à l'occasion des journées du 8 mars et du 25 novembre. Pour l'année 2020, VIE au Féminin va s'orienter plus particulièrement vers les jeunes. Afin de soutenir la mission de cette association, il est proposé de lui attribuer une subvention de fonctionnement global d'un montant de 2 000 euros.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention attribuée fera l'objet d'un versement unique.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels du Conseil de Territoire du Pays de Martigues et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-117 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, par laquelle le territoire s'engage à développer

un plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations

- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'association souhaite poursuivre ses actions entreprises en matière d'égalité Femmes-Hommes, de sensibilisation et de lutte contre les violences faites aux femmes, de lutte contre les discriminations ;
- Qu'elle sollicite le Conseil de Territoire du Pays de Martigues pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2020 ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend répondre favorablement à cette demande.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement global d'un montant de 2 000 euros au titre de l'exercice 2020 à l'association VIE au Féminin.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol E210 Nature 65748 Fonction 52.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

#### **8. N°2020-013-Attribution d'une subvention spécifique à l'Association Plus Belles les Luttas au titre de l'exercice 2020**



Rapporteur : Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique du Pays de Martigues et ainsi, de contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le Pays de Martigues s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'échelle du Pays de Martigues, la filière s'appuie sur des outils structurants, avec un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action). Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

Pour soutenir le déploiement de la filière, le Pays de Martigues qui accueille près de 120 tournages par an (34 en 2015), a mis en place des outils dédiés : la Mission cinéma et audiovisuel afin d'accueillir, informer et aider les porteurs de projets, la plateforme cinéma et audiovisuel, pour mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, leur permettant ainsi de participer à son développement.

Compte tenu de la politique d'actions menée en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel qu'il met en place en direction des professionnels et de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Plus Belles les Luites, association loi 1901, souhaite organiser, la 3ème édition du festival des films documentaires sociaux « Le Vent se lève ». Ce festival se tiendra, si le contexte sanitaire le permet, à la fin du mois de septembre et au début du mois d'octobre 2020, sur une durée de 5 à 7 jours. Les projections se dérouleront dans les cinémas d'art et essai Jean Renoir à Martigues et Le Méliès à Port-de-Bouc.

Une dizaine de films documentaires sera diffusée, suivie de rencontres et de débats entre les réalisateurs et producteurs et les spectateurs, avec la participation d'un large tissu associatif et syndical, les CE des entreprises du pourtour de l'étang de Berre et d'une façon générale les acteurs économiques du territoire.

L'objectif est, grâce à la diffusion de films documentaires qui évoquent des luites sociales actuelles ou passées, ou encore la mémoire

ouvrière, de définir de nouveaux paradigmes économiques et industriels, à partir des droits sociaux des salariés, mais surtout de mettre en valeur des producteurs et réalisateurs indépendants, dont les œuvres sont peu accessibles au grand public.

L'Association Plus Belles les Luites est aujourd'hui un acteur qui contribue par sa dynamique au développement et à l'essor de la filière cinéma, audiovisuel, animation et web création. En effet, le festival « Le Vent se lève ». propose un contenu original et complémentaire à l'offre des festivals déjà organisés sur le territoire, tels que le festival Regard de femme, le festival SMR13, Le meilleur de la Quinzaine des réalisateurs ou encore Zones portuaires – Rencontres Internationales Cinéma et Villes Portuaires. Cet événement renforce l'attractivité du territoire - Terre de tournages et de création et participe à la valorisation de la filière et des professionnels auprès de la population.

L'association a été soutenue l'an dernier, elle souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention spécifique d'un montant de 20 000 € au titre de l'exercice 2020.

Conformément au Règlement budgétaire et Financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80 % de la subvention votée. La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20 % sera versé sur production, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, du compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée, des comptes annuels de l'association, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, du rapport d'activité et du procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera le contrôle par la Métropole de la réalisation de l'objectif en particulier par l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et à tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans cette même optique, une évaluation de la réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, pourra être réalisée en cours d'année. A ce titre, une réunion pourra être organisée par la Métropole avec l'association qui participe pleinement à cette évaluation. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications pouvant, le cas échéant, occasionner le remboursement total ou partiel de la subvention.

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, son logo en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendue les conclusions du Commissaire Rapporteur**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention spécifique à l'Association Plus Belles les Luittes d'un montant de 20 000 € au titre de l'exercice 2020.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370-Nature 65748-Fonction 62.

La présente subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du Budget Principal de la Métropole Aix Marseille Provence et des Etats Spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A LA MAJORITE**

**Nombre de voix POUR : 6**

**Nombre d'ABSTENTION : 1 (M. Vincent GOYET)**

### **9. N°2020-014-Attribution d'une subvention à l'association Femmes Solidaires-comité de Martigues – Exercice 2020**

Rapporteur : Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1. Compte tenu de la politique d'actions relative à la compétence politique de la ville et plus précisément au Plan de Lutte Intercommunal contre les Discriminations, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association Femmes Solidaires, comité de Martigues, a été créée en 2015 avec pour objectifs de renforcer l'égalité de genre par la défense des droits des femmes, la prise de conscience des enjeux de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les violences conjugales. L'association organise des actions pour informer sur les stéréotypes de genre, lutter contre le sexisme, soutenir les femmes dans leur accès aux droits et accompagner les victimes de violences. Elle participe chaque année aux événements tels que le 8 mars ou le 25 novembre organisés sur le territoire. Elle dispose depuis le mois de mars 2020 d'un local à Martigues pour développer son action et recevoir les femmes.

Pour l'année 2020, l'association Femmes Solidaires propose une action de théâtre-forum pour de jeunes collégiens et collégiennes afin de lutter contre les stéréotypes de genre et le cyber-harcèlement. Ce spectacle de théâtre-forum, précédé d'ateliers préparatoires, informe sur les notions d'identité numérique, d'intimité de la vie privée et des traces laissées sur internet. Cette action vise à prévenir et sensibiliser les débordements sur les réseaux sociaux et aux effets du cyber-harcèlement en tant qu'auteur, victime ou témoin.

Afin de soutenir son fonctionnement général et mettre en place cette action de théâtre-forum, l'association Femmes solidaires sollicite l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2020.

Dans ce cadre et afin de permettre à l'association de développer ses interventions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 4 000 euros au titre de l'exercice 2020, qui se décompose en une partie de soutien au fonctionnement global de l'association pour 2 000 euros et une partie d'aide au projet spécifique de 2 000 euros.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique. La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015-117 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, par laquelle le territoire s'engage à développer un plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations ;
- La délibération n° CC.2015-166 du 5 novembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, par laquelle le territoire a adopté la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale ;
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n° G 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2019-034 du Conseil de territoire du Pays de Martigues du 19 septembre 2019 portant approbation du Plan de lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes-hommes 2019-2022 et en particulier l'action n°33 sur le soutien aux associations œuvrant contre les discriminations ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville,

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 4 000 euros se décomposant en une partie d'aide au fonctionnement global de l'association de 2 000 euros et une partie d'aide au projet d'un montant de 2 000 euros au titre de l'exercice 2020 à l'association Femmes solidaires, comité de Martigues.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol E210 Nature 65748 Fonction 52.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

#### **10. N°2020-015-Attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique à l'association SUD CONSEILS au titre de l'exercice 2020**

Rapporteur : Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président soumet pour décision au Conseil de Territoire du Pays de Martigues le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'économie, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite soutenir financièrement des associations contribuant à accompagner les entrepreneurs et développer l'économie locale.

L'association SUD CONSEILS intervient depuis 1997 dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi qui sont en parcours de création de leur entreprise sur le territoire et plus spécifiquement pour les bénéficiaires du RSA qui constituent 90 % de son public. L'accompagnement spécifique prend particulièrement en compte la situation sociale de ce public. Dans le cadre d'un projet de création d'entreprise, le champ d'intervention de l'association démarre de la réflexion économique, juridique et fiscale, jusqu'à l'évaluation de la faisabilité et de la viabilité du projet.

L'association est également conventionnée sur les phases métiers 1 (montage du projet) et 3 (consolidation et développement) du dispositif NACRE. Cet outil s'articule avec les autres dispositifs d'aide et d'accompagnement à la création d'entreprise, présents sur le territoire du Pays de Martigues que sont notamment Initiative Pays de Martigues, l'ADIE, Accès Conseil et Cosens.

En 2019, Sud Conseil a effectué pour le territoire du Pays de Martigues :

- 67 1er accueil
- 47 diagnostics
- 33 accompagnements

Cela a permis la création de 15 entreprises.

L'association œuvre également sur le territoire du Pays Salonnais. Ce dernier a attribué le 16/12/2019 par la délibération n°233/19, une subvention d'un montant de 2 000€ pour l'exercice 2020.

- L'association Sud Conseils souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention spécifique au titre de l'exercice 2020.

Il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 4 000 euros.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comporteront la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services

opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays de Martigues de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 9-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° FAG 002/542/16/CM en date du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique à l'association Sud Conseil d'un montant de 4 000 euros au titre de l'exercice 2020.

#### **Article 2 :**

La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption de l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues pour l'exercice 2020.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues 2020 - S/Politique B370-Nature 65748-Fonction 62.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **ADOpte A L'UNANIMITE**

**11. N°2020-016-Attribution d'une subvention spécifique à l'Association Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques (GREC) au titre de l'exercice 2020**

Rapporteur : Monsieur Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans l'objectif de favoriser la diversification et le renforcement du tissu économique du Pays de Martigues et ainsi, de contribuer activement à la création d'emplois, notre Territoire s'est engagé dans le soutien au développement de la filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel, de l'animation et de la web création. Le développement de cette filière sur le Pays de Martigues s'inscrit dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), ainsi que dans l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A l'échelle du Pays de Martigues, la filière s'appuie sur des outils structurants, avec un complexe de production intégré de 22 ha pouvant accueillir tous types de tournage en studio (Provence Studios installé à Martigues), un plateau de tournage en décors naturels (Camping Paradis), un pôle multimédias d'information - télévision locale, web et radio (Maritima Médias), une académie de cascade (Provence Action). Il est également pourvu d'un tissu actif de TPE/PME spécialisées dans les métiers de l'image et du son, dans la location de matériel (stations de montage, décors, mobiliers, accessoires) et de prestations de services (production, post-production, postsynchronisation, motion capture, communication, sécurité, VFX - effets spéciaux, transport, prises de vue aériennes).

Pour soutenir le déploiement de la filière, le Pays de Martigues qui accueille près de 120 tournages par an (34 en 2015), a mis en place des outils dédiés : la Mission cinéma et audiovisuel afin d'accueillir, informer et aider les porteurs de projets, la plateforme cinéma et audiovisuel, pour mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs de la filière, leur permettant ainsi de participer à son développement.

Compte tenu de la politique d'actions menée en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel qu'il met en place en direction des professionnels et de la population, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Le Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques (Le GREC), association loi 1901, a été créé en 1969. Soutenu par Le CNC depuis 50 ans, le Grec accompagne les premiers films de l'écriture à la diffusion en s'adaptant aux différentes pratiques et en veillant à leur caractère singulier et innovant (1 200 films soutenus et une vingtaine de films produits par an).

Il organise depuis 20 ans, des formations - ateliers/résidences d'écriture de scénarios sans restriction de genre (fiction, documentaire, films d'essais, d'animation...), avec des intervenants professionnels : scénaristes, réalisateurs, chefs opérateur, critiques de cinéma, producteurs... aidant

ainsi à la découverte et l'émergence de jeunes réalisateurs.

Depuis 4 ans, le GREC programme des ateliers/résidences à Martigues, qui permettent à 12 participants sélectionnés de travailler sur leur projet de court-métrage, de le réécrire et le faire aboutir de façon à ce que leur film soit ensuite produit.

En 2020, la formation - atelier/résidence aura lieu, durant 2 semaines, du 08 au 22 octobre 2020, grâce aux partenariats poursuivis avec le CNC, la ville de Martigues - La Cinémathèque Prosper Gnidzaz (séances d'analyse de films et masterclass du directeur de la photographie), le cinéma Jean Renoir (plusieurs projections en présence du public - échanges avec les spectateurs) et la Mission Cinéma et Audiovisuel du Pays de Martigues (accompagnement du projet).

Les formations - ateliers/résidences constituent un premier ancrage territorial des auteurs. Lieux de transmission, d'approfondissement des compétences/savoir-faire en matière d'analyse, d'écriture, de dramaturgie, de mise en scène, ce sont des outils nécessaires au développement de la filière. Ils favorisent les rencontres, la mise en réseau des professionnels et l'insertion dans la vie professionnelle et font partie de la chaîne de valeur. L'organisation d'ateliers/résidences renforce l'attractivité du territoire - Terre de tournages et de création et, participe à la valorisation de la filière et des professionnels auprès de la population.

L'association souhaite poursuivre son action et sollicite en conséquence pour la première fois l'attribution d'une subvention spécifique d'un montant de 2 500 € au titre de l'exercice 2020.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, la subvention fera l'objet d'un versement unique.

La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste utiliser la subvention attribuée conformément à son affectation.

L'association fournira, au plus tard le 30 juin n+1, le compte-rendu financier de l'action, les comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire.
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention spécifique à l'Association Groupe de Recherches et d'Essais Cinématographiques d'un montant de 2 500 € au titre de l'exercice 2020.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Politique B370-Nature 65748-Fonction 62.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

**12. N°2020-017-Attribution de subvention à divers porteurs de projets dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2020 – 2<sup>ème</sup> Programmation**

Rapporteur : Monsieur Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville et de son avenant. Ils doivent promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2020 du Contrat de Ville, différents porteurs nous proposent d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Aussi, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions pour un montant global de 86 153 euros au titre de la 2<sup>ème</sup> programmation de l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La délibération n° 2015-006 du 29 janvier 2015 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de

Martigues autorisant son président à signer le contrat cadre du contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération DEVT 016-6664/19 du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant les avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 26 novembre 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2020 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

**Délibère**

**Article 1:**

Est approuvé le versement d'une subvention globale de 86 153 euros répartis aux porteurs d'actions listés dans le tableau annexé à la présente délibération au titre de l'exercice 2020.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 – Fonction 52 – Natures 65748 – 657341 – 657382.

**Article 3:**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Porteurs de projets	Intitulé de l'action	Coût du projet	Montant demandé Pol Ville	Total	Etat	CD	CT-MAMP	TFPB
AACS Notre Dame des Marins	Réussissons l'école ensemble	13 826 €	12 000 €	5 000 €	0 €	0 €	2 000 €	3 000 €
AACS Notre Dame des Marins	Du balcon au jardin	8 350 €	7 000 €	5 150 €	0 €	3 150 €	1 000 €	1 000 €
AACS - Maison de Boudème	Vélo Ecole, une école pour apprendre à faire du vélo en ville	34 520 €	12 570 €	4 000 €	0 €	0 €	4 000 €	0 €
AACS Méli (Mas de Pouane)	Du banc au boulot	12 700 €	9 000 €	3 000 €	0 €	0 €	3 000 €	0 €
AACS	Aide au démarrage : ateliers et chantiers d'insertion MISS	528 488 €	20 000 €	14 150 €	5 000 €	0 €	9 150 €	0 €
Centre Social Nelson MANDELA (Tassy-Bellevue)	Développement durable - Atelier bio	10 250 €	6 000 €	4 500 €	0 €	0 €	2 500 €	2 000 €
Centre social Lucia TICHADOU (les Comtes)	Vivons en forme	8 062 €	4 700 €	4 700 €	0 €	0 €	4 700 €	0 €
Centre social Lucia TICHADOU (les Comtes)	Construis ton quartier	22 716 €	14 300 €	14 300 €	5 300 €	0 €	5 000 €	4 000 €
Centre social Fabien MENOT (Aigues-douces/la Lègue)	Les portes de Menot	14 260 €	12 000 €	10 300 €	4 300 €	0 €	6 000 €	0 €
Centre social Fabien MENOT (Aigues-douces/la Lègue)	Menot Média	7 480 €	6 000 €	5 500 €	0 €	0 €	3 500 €	2 000 €
Centre social Fabien MENOT (Aigues-douces/la Lègue)	T CAP Mercredi	11 300 €	9 000 €	9 000 €	3 000 €	0 €	6 000 €	0 €
Théâtre le Sémaphore	Bâtisseurs de rêves	24 690 €	3 000 €	2 000 €	0 €	0 €	2 000 €	0 €
Théâtre le Sémaphore	Portraits mythiques	42 455 €	7 000 €	4 026 €	0 €	0 €	2 000 €	2 026 €
ADDAP13	Remobilisation scolaire	21 773 €	4 500 €	2 000 €	0 €	0 €	2 000 €	0 €
ADDAP 13	Urban Sport Truck	436 624 €	10 000 €	6 000 €	0 €	0 €	6 000 €	0 €
ADDAP 13	Chantiers rémunérés	27 928 €	5 940 €	1 000 €	0 €	0 €	1 000 €	0 €
Compagnie d'Avril	Atelier ouvert cinéma et audiovisuel "Chroniques de Canto Perdrix"	8 000 €	4 000 €	2 000 €	0 €	0 €	2 000 €	0 €
Hiélos	Roman photo martégal	9 480 €	4 000 €	2 000 €	0 €	0 €	2 000 €	0 €
Cinéma le Méliès	TV Boucal	17 064 €	8 000 €	7 303 €	0 €	3 000 €	4 303 €	0 €
Martigues Rugby Club	Drop de béton	16 520 €	10 000 €	4 000 €	3 000 €	0 €	1 000 €	0 €
Ville de Martigues	Structures sportives de proximité	16 848 €	4 000 €	3 000 €	0 €	0 €	3 000 €	0 €
Club Hippique de Castillon	Le pied à l'étrier	28 425 €	10 000 €	10 000 €	6 000 €	0 €	4 000 €	0 €
Eclosion 13	Ateliers d'empowerment des femmes	16 895 €	8 000 €	7 900 €	3 900 €	0 €	4 000 €	0 €
ADEVIMAP	Accompagnement social/admin des victimes de MP	72 739 €	2 000 €	2 000 €	0 €	0 €	2 000 €	0 €
IPM	Evènement bus de la création d'entreprise	9 100 €	7 300 €	5 000 €	3 000 €	0 €	2 000 €	0 €
Société Nautique des Laurons	Avec ton quartier et mon quartier, préservons notre parc marin	4 900 €	4 000 €	2 000 €	0 €	0 €	2 000 €	0 €
TOTAL		1 425 393 €	204 310 €	139 829 €	33 500 €	6 150 €	86 153 €	14 026 €

*N.B : Lors du comité de pilotage du 26 novembre 2019, l'Etat, le Conseil Départemental et les bailleurs sociaux ont donné un avis favorable au soutien des actions mentionnées ci-dessus. Les montants annoncés autres que ceux du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sont prévisionnels et seront confirmés par notification officielle de l'Institution ou du bailleur.*



**13. N°2020-018-Retrait de la délibération n° 2019-051 du 12 décembre 2019 actant l'approbation d'une convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention à l'association Addiction Méditerranée au titre de la programmation 2020 du Contrat de Ville du Pays de Martigues**

Rapporteur : Monsieur Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des Lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence a exercé, jusqu'au 31 décembre 2019, la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

Cette compétence n'étant toutefois pas définie par les textes de façon précise, afin de garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des obligations réciproques de la Métropole et de la commune de Martigues, le Conseil de la Métropole a précisé, dans sa séance du 24 octobre 2019, le rôle stratégique d'animation et de coordination de l'échelon métropolitain et la compétence de la commune de Martigues pour les actions de proximité de prévention et pour les actions d'accès au droit ainsi que pour la coordination de CLSPD.

Le calendrier de la programmation 2020 du Contrat de Ville du Pays de Martigues a été modifié en raison des échéances électorales 2020 et pour permettre la mise en œuvre des actions. Les décisions d'attribution des subventions ont été prises le 12 décembre 2019 sans prendre en compte la nouvelle répartition de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Toutefois, dans sa séance du 12 décembre 2019, le Conseil de Territoire a délibéré le versement d'une subvention d'un montant de 43 747 euros à l'association Addiction Méditerranée pour son action « prévention des conduites addictives ». Une convention a fixé cet accord.

La Métropole n'étant plus compétente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les actions de proximité de prévention et pour les actions d'accès au droit ainsi que pour la coordination de Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, la subvention d'un montant de 43 747 euros n'a plus lieu d'être versée à l'association Addiction Méditerranée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La délibération n° 2015-006 du 29 janvier 2015 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues autorisant son président à signer le contrat cadre du contrat de ville intercommunal 2015-2020 ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération DEVT 016-6664/19 du 26 septembre 2019 du Bureau de la Métropole approuvant les avenants portant protocoles d'engagements réciproques et renforcés aux six contrats de ville du territoire métropolitain ;
- La délibération FAG 046-7084/19/CM du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 apportant des précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2019-051 du 12 décembre 2019 approuvant l'attribution d'une subvention à l'Association Addiction Méditerranée dans le cadre du Contrat de Ville 2020.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville,

**Délibère**

**Article 1:**

Est approuvé le retrait de la délibération 2019-051 du 12 décembre 2019 prévoyant le versement d'une subvention à l'Association Addiction Méditerranée pour un montant global de 43 747 euros au titre de l'exercice 2020.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

**14. N°2020-019-Avenant n°2 à la convention de cofinancement entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence Pays de Martigues pour la réalisation des écrans acoustiques sur le secteur dit de « Croix-Sainte-Les Gardians »**

Rapporteur : Madame Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence Pays de Martigues et l'Etat ont signé le 7 octobre 2016 la convention de cofinancement pour la réalisation d'un écran acoustique sur le secteur dénommé « Croix-Sainte - les Gardians » dans le cadre du contrat de plan entre l'Etat et la Région (CPER) 2015-2020 pour la résorption des Points Noirs du Bruit pour un montant de 2,75 M€ avec une part Etat à 69 % et une part la Métropole Aix-Marseille-Provence Pays de Martigues à 31 % soit 852 500 €..

Par délibération du 14 mai 2019 N° 2019-020 l'avenant N°1 de la convention a modifié l'article 2 afin d'intégrer la réalisation de deux écrans supplémentaires au sud de la voie sans changer le montant global de l'opération.

Les écrans acoustiques ont été finalisés en octobre 2019 pour un montant de 1 750 000 € TTC. Les travaux d'écrans réalisés en 2019 seront complétés en 2020 et 2021 par des isolations de façades sur les logements suivants :

- les habitations à proximité immédiate des écrans et restant au-dessus des niveaux de bruit réglementaires ;
- la résidence Moulin de France ;
- les deux étages les plus élevés de la résidence des Gardians.

L'enveloppe maximale allouée à la résorption des Points Noirs du Bruit par isolations de façades est estimée à 1 000 000 € TTC.

L'enveloppe financière globale de la convention du 7 octobre 2016 n'est pas modifiée mais pour prendre en compte la modification du programme de l'opération et la répartition de l'enveloppe allouée à la résorption des Points Noirs du Bruit il s'agit d'établir un avenant N°2 de la convention en modifiant son article 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN-009-17/07/20-CM du Conseil de la Métropole du 17 Juillet 2020

portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendue les conclusions du Commissaire Rapporteur**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire du Pays de Martigues est compétent sur la résorption des nuisances sonores,
- Que le secteur « Croix Sainte - Les Gardians » restera un point noir bruit malgré le projet de contournement Martigues-Port de Bouc,
- Que le programme de l'opération et la répartition de l'enveloppe allouée à la résorption des Points Noirs du Bruit ont été modifiés pour intégrer un programme d'isolation de façade sur les habitations à proximité immédiate des écrans et restant au-dessus des niveaux de bruit réglementaires ; sur la résidence Moulin de France et sur les deux étages les plus élevés de la résidence des Gardians.

**Délibère :**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant N°2 à la convention de cofinancement avec l'Etat.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix Marseille Provence – Etat Spécial de Territoire N° opération 20166162200.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

**15. N°2020-020-Prise en charge, par le conseil de territoire du Pays de Martigues d'une compensation financière visant à maintenir la gratuité du transport pour les scolaires et les étudiants pour l'année scolaire 2020-2021**

Rapporteur : Madame Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix Marseille Provence a approuvé par délibération du 15 Décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2017.

La Métropole est donc devenue sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;

- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des Transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

Cette unification des transports scolaires sous l'autorité de la Métropole a mis en relief une tarification complexe et hétérogène sur l'ensemble de son territoire.

Afin de la simplifier et de l'harmoniser progressivement, une nouvelle tarification scolaire a été proposée sur le territoire métropolitain. La création d'un véritable pass scolaire s'est fondée sur deux tarifs cibles annuels :

- Un tarif à 220 euros pour les élèves circulant sur le réseau RTM (Marseille, Plan de Cuques, Allauch, Septèmes-les-Vallons) mais aussi sur tous les réseaux de transports publics du territoire métropolitain

- Un tarif à 60 euros pour les élèves circulant sur tous les réseaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence (hors réseau RTM historique)

Dans ce cadre, le conseil métropolitain de la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé la délibération n°001-4143 sur « l'approbation des tarifs des abonnements scolaires applicables à partir de l'année scolaire 2018-2019 » au conseil métropolitain du 28 juin 2018.

L'approbation de cette nouvelle tarification scolaire a eu pour conséquence de modifier le coût des abonnements scolaires sur le territoire du Pays de Martigues, dont ses habitants bénéficiaient jusqu'ici de la gratuité.

Le coût des abonnements annuels scolaires proposés sur le territoire est le suivant, avec un tarif progressif jusqu'en 2021 :

Abonnement 2017	Abonnement 2018	Abonnement 2019	<b>Abonnement 2020</b>	Abonnement 2021
0,00€	20,00	30,00	<b>45,00</b>	60,00
Combiné RTM & interurbain / 90€	115,00	150,00	185,00	220,00

*Ce tableau porte sur la base du plein tarif. 2 types de réduction sont prévus : 50 % pour les élèves boursiers ou bénéficiaires de la CMU C ou 20 % pour les élèves issus de famille nombreuses (3enfants et plus)*

La délibération n°TRA001-4143/18/CM proposait aux conseils de territoire le souhaitant de prendre en charge tout ou partie des abonnements annuels des transports scolaires de leur ressort territorial.

La délibération n° TRA 006-4148/18/CM a quant à elle reconnu au Conseil de Territoire la possibilité de prendre en charge tout ou partie le coût des abonnements annuels étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprentis et jeunes du service civique de 26 ans de leur ressort territorial.

Comme indiqué dans le compte rendu de séance, le Conseil de Territoire du 20 Juin 2018 du Pays de

Martigues a intégré l'idée de compenser le financement des cartes de transports pour les scolaires et étudiants se son ressort territorial, à hauteur du différentiel entre le prix de la carte et le tarif progressif proposé par le budget des transports métropolitains.

A ce titre, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a délibéré le 11 Octobre 2018 afin d'assurer une prise en charge des abonnements annuels scolaires de ses résidents pour l'année scolaire 2018-2019. Le conseil de Territoire du Pays de Martigues a ensuite délibéré le 12 Juin 2019 afin de maintenir ce dispositif pour l'année scolaire 2019-2020.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite donc à nouveau poursuivre cette démarche de prise en charge pour l'année scolaire 2020-21. Les montants correspondants seront soustraits de la dotation générale du Budget Général Métropolitain à l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues, concernés et ajoutés à la participation d'équilibre du Budget Général vers le Budget annexe Transports.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°001-4143 du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation des tarifs des abonnements scolaires applicables à partir de l'année scolaire 2018-2019 ;
- L'information faite au Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 20 Juin 2018 sur l'approbation des tarifs des abonnements scolaires applicables à partir de 2018-2019
- La délibération N° 2018-031 du 11 Octobre 2018 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur la prise en charge des abonnements annuels des transports scolaires par le territoire du Pays de Martigues, pour les habitants de son ressort territorial et pour l'année scolaire 2018-2019
- La délibération N°2019-025 du 12 Juin 2019 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur la prise en charge des abonnements annuels des transports

scolaires par le territoire du Pays de Martigues, pour les habitants de son ressort territorial et pour l'année scolaire 2018-2019

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire a la possibilité de prendre en charge tout ou partie du coût des abonnements annuels scolaires de son ressort territorial ;
- Que nombre de scolaires et d'étudiants du territoire du Pays de Martigues doivent utiliser les transports routiers communs afin de se rendre sur le lieu de leurs études ;
- Que le conseil de territoire a souhaité prendre en charge le financement des cartes de transports pour les scolaires et étudiants de moins de 26 ans de son ressort territorial à hauteur du différentiel entre le prix de la carte et le tarif progressif proposé sur la Métropole Aix Marseille Provence
- Qu'ainsi pour aider les scolaires et étudiants le Conseil de Territoire du Pays de Martigues entend prolonger, pour l'année scolaire 2020-2021, la prise en charge d'une compensation financière visant à maintenir la gratuité du transport au profit de ces derniers.

Délibère

#### Article 1 :

Est approuvée la prise en charge du montant des abonnements annuels scolaires des habitants du Pays de Martigues pour l'année scolaire 2020-2021.

#### Article 2 :

Est approuvée la prise en charge du coût de l'abonnement « réseau Ulysse » pour les étudiants domiciliés sur le territoire du Pays de Martigues, pour l'année scolaire 2020-2021. Les étudiants bénéficiant de cette prise en charge doivent en outre avoir moins de 26 ans, être inscrits à un cycle de formation supérieure, ou être stagiaires de la formation professionnelle, ou apprentis ou en cours de service civique.

#### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la métropole Aix-Marseille-Provence - Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues - Nature 65 888 - Fonction 020

#### Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **ADOpte A L'UNANIMITE**

#### **Avis sur les rapports présentés sur saisine de la Métropole**

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République reprises par l'Article L.5218-7 du Code CGCT, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a saisi, par

courrier, le Conseil de Territoire pour avis sur les rapports listés ci-dessous :

## **Finances et Administration Générale**

### **2. Avis n° 2020-001-Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence du Territoire du Pays de Martigues – Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues est constitué par un vote du Conseil de la Métropole sur le Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues suivants :

- Budget annexe « Eau »,
- et Budget annexe « Assainissement ».

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

**Emet un avis favorable sur :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues sont les suivants :

**BUDGET ANNEXE EAU**

Section d'investissement	2 157 464,79 euros
Section de fonctionnement	4 650 376,14 euros
<b>Solde</b>	<b>6 807 840,93 euros</b>

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

Section d'investissement	1 258 793,92 euros
Section de fonctionnement	1 758 863,60 euros
<b>Solde</b>	<b>3 017 657,52 euros</b>

**Emet un avis favorable** et déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

**Emet un avis favorable** et approuve ces Comptes de Gestion.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

- 3. Avis n° 2020-002-Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues suivants :

- Budget annexe « Eau » ;
- Budget annexe « Assainissement » ;

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Emet un avis favorable** sur l'arrêt, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « EAU »  
SOLDE CREDITEUR : + 6 807 840,93 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 904 767,95		252 696,84	2 157 464,79
FONCTIONNEMENT	3 670 567,86	2 323 021,24	979 808,28	4 650 376,14
TOTAL	5 575 335,81	2 323 021,24	1 232 505,12	6 807 840,93

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »  
SOLDE CREDITEUR : + 3 017 657,52 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2018	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2019	RESULTATS DE L'EXERCICE 2019	RESULTATS DE CLOTURE 2019
INVESTISSEMENT	1 932 470,45		- 673 676,53	1 258 793,92
FONCTIONNEMENT	254 959,42	0,00	1 503 904,18	1 758 863,60
TOTAL	2 187 429,87	0,00	830 227,65	3 017 657,52

faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues listés ci-avant.

**Emet un avis favorable** sur le constat, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Eau », d'un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 12 259 853,49 euros  
Reprise des résultats antérieurs : +5 575 335,81 euros  
En dépenses de 11 027 348,37 euros  
**Solde 6 807 840,93 euros**

**Emet un avis favorable** sur le constat pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Assainissement », d'un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 8 204 123,39 euros  
Reprise des résultats antérieur + 2 187 429,87 euros  
En dépenses de 7 373 895,74 euros  
**Solde 3 017 657,52 euros**

**Emet un avis favorable** sur l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITE**

## Urbanisme et Aménagement

### 4. Avis n° 2020-003-Instauration d'un droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Martigues

Rapporteur : Madame Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Depuis le 1er janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce désormais la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

L'article L.211-22ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que « lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent de par la loi ou ses statuts pour l'élaboration des documents d'urbanisme et la réalisation des zones d'aménagement concerté, cet établissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Préemption Urbain ».

Par délibération du 15 décembre 2017, la commune de Martigues a approuvé la révision de son PLU.

L'adoption du nouveau Plan Local d'Urbanisme nécessite l'instauration d'un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain.

En effet, le Droit de Préemption Urbain peut être instauré en vue de réaliser les actions ou les opérations d'aménagement d'intérêt général mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ou pour permettre la constitution des réserves foncières en vue de la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement conformément aux articles L.221-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite instaurer le Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines et à urbaniser de la commune de Martigues afin de lui permettre de mener à bien sa politique foncière et de favoriser l'aboutissement de ses projets. Ne sont toutefois pas concernées par le Droit de Préemption Urbain les ventes de lots issus d'un lotissement autorisé.

Cette délibération propose d'instituer un Droit de Préemption Urbain sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, sauf sur les ventes de lots issus de lotissements autorisés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°17-370 du Conseil Municipal approuvant la révision du Plan Local de l'Urbanisme de la Ville de Martigues en date du 15 décembre 2017 ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues a été approuvée le 15 décembre 2017 ;
- Que cette révision nécessite l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain sur la commune de Martigues ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour instaurer le Droit de Préemption Urbain sur la commune de Martigues.

**Emet un avis favorable** sur l'instauration par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les périmètres des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la commune de Martigues, sauf sur les ventes de lots issus de lotissements autorisés.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

#### **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

### **Cadre de vie traitement et déchets**

#### **5. Avis n° 2020-004-Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de création d'un bassin d'orage en tête de la station d'épuration de Martigues Pays de Martigues (actions inscrites dans le contrat de baie)**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Suite à l'action 102 du Contrat de Baie de Marseille, concernant la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement sur le territoire du Pays de Martigues, un programme pluriannuel de travaux a été établi, dont une des opérations concerne la réalisation d'un bassin d'orage en entrée de la station d'épuration.

La station d'épuration de Martigues a été classée non conforme en 2016 à la suite d'un nombre trop important d'événements de surverse (> 20 épisodes) par temps de pluie.

La présente action concerne une étude d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage et une phase travaux afin de permettre le lissage des arrivées sur la station, tout

en permettant de minimiser le rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel.

L'opération sur la station d'épuration de Martigues, consiste en la création d'un bassin d'orage en tête des arrivées. Celui-ci permettra une tolérance plus importante aux eaux parasites et donc limitera les événements de surverse et les rejets d'eaux usées non traitées en mer.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1.200.000 euros HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
<b>Financement externe</b>		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône "Partenariat Métropolitain"	30 %	360.000 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse "11 <sup>ème</sup> programme-Contrat de Baie"	50 %	600.000 euros
<b>Autofinancement</b>		
CT6 Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	240.000 euros
TOTAL	100 %	1.200.000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2019600900 ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Création d'un

bassin d'orage en tête de la station d'épuration de Martigues

**Emet un avis favorable** sur la sollicitation des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2019600900.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. - Natures 1313 et 13111.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

**6. Avis n° 2020-005-Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de Recalibrage des réseaux Ouest en amont du poste de relevage Sud sur le territoire du Pays de Martigues**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Suite à l'action 102 du contrat de baie de Marseille, concernant la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement sur le territoire du Pays de Martigues, un programme pluriannuel de travaux a été établi, dont une des opérations concerne le recalibrage des réseaux amont à l'ouest du poste Sud.

Le réseau achemine toutes les eaux usées du Littoral, du secteur de Lavéra et une partie du secteur Nord de Jonquières.

La présente action concerne une étude d'Assistance à Maitrise d'ouvrage et une phase travaux afin de



permettre le recalibrage des réseaux pour optimiser les temps de transit et éviter les débordements par

réseaux Ouest en amont du poste de relevage Sud

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône "Partenariat Métropolitain"	30 %	270.000euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse "1 <sup>ère</sup> programme-Contrat de Baie"	50 %	450.000 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	180.000 euros
TOTAL	100 %	900.000 euros

pluie semestrielle et annuelle.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 900.000 euros HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2019600900 ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Recalibrage des

**Emet un avis favorable** sur la sollicitation des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2019600900.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. - Natures 1313 et 13111.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

**7. Avis n° 2020-006-Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Renouvellement réseau eau potable quartier La Lèque sur le Territoire du Pays de Martigues**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le secteur de distribution de la Grand'Colle est alimenté par le réservoir Grand'Colle. Il dessert une zone urbaine.

Le réseau de ce secteur, présente des défaillances récurrentes et de plus en plus fréquentes (rendement 52%). Il a été identifié comme secteur prioritaire dans le plan pluriannuel de renouvellement des conduites dans le cadre du dernier schéma directeur (2019).

Le secteur est constitué de 41 000 ml de réseau principal en fonte grise en amianté ciment.

Le projet prévoit le renouvellement de 3 655 ml de conduites principales vétustes et fuyardes, des

vannes de coupure et du réseau secondaire également fuyard. Les pertes en eau identifiées sont réparties de manière égale entre le réseau principal et le secondaire. Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 335 350 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « 11 <sup>ème</sup> programme »	35,5%	474 050 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	44,5%	594 230 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	267 070 euros
TOTAL	100 %	1 335 350 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2017600900 ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : renouvellement réseau eau potable quartier la Lèque sur le Territoire du Pays de Martigues

**Emet un avis favorable** sur la sollicitation des aides financières auprès de de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2017600900.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. – Natures 1313 et 13111

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

**8. Avis n° 2020-007-Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "renouvellement réseau eau potable quartier Saint-Julien sur le Territoire du Pays de Martigues"**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Le secteur de distribution de Saint-Julien les Martigues est alimenté par le compteur des Giraudets (achat d'eau traitée à la SEM). C'est un réseau desservant une zone rurale, avec une densité linéaire d'abonnés d'environ 20 abonnés/km. Le réseau de ce secteur, posé en 1957, présente des défaillances récurrentes et de plus en plus fréquentes (38 fuites réparées depuis 2015), additionnées aux difficultés de réparations (amiante ciment). Il a été identifié comme secteur prioritaire dans le plan pluriannuel de renouvellement des conduites dans le cadre du dernier schéma directeur (2019).

Le secteur est constitué de 8 km de réseau principal. Le projet prévoit le renouvellement de 4651 ml de conduites principales vétustes et fuyardes, ainsi que des vannes de coupure et branchements. Les pertes en eau identifiées sont réparties de manière égale entre le réseau principal et le secondaire. Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 584 210 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « 11 <sup>ème</sup> programme »	44.85 %	710 518 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône « Partenariat métropolitain »	35.15 %	556 850 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	316 842 euros
TOTAL	100 %	1 584 210 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 066-3085/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération 2017600900 ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : renouvellement réseau eau potable quartier Saint-Julien sur le Territoire du Pays de Martigues

**Emet un avis favorable** sur la sollicitation des aides financières auprès de de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'eau potable (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'eau potable.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'eau potable.

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Code opération père : 2017600900.

La recette correspondante est constatée en section d'investissement sur le budget annexe de l'eau potable du territoire du Pays de Martigues 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. – Natures 1313 et 13111

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

#### **9. Avis n° 2020-008-Approbation d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation d'équipements relevant de la compétence Eaux pluviales pour la commune de Saint-Mitre-les-Remparts**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Eaux pluviales, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Eaux pluviales » conclue avec la commune de Saint-Mitre-les-Remparts au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune une convention spécifique l'habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service pluvial, par ses propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondée sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la

commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public pluvial, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022.

En application de cette convention, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, soit une opération au titre de la compétence Eaux pluviales

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays de Martigues ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts d'équipements relatifs à la compétence « Eaux pluviales » ;

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à conclure avec la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts en matière de pluvial, portant sur l'opération aménagement de l'allée André Ampère.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 13 204,95 euros TTC

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération n°2018610200 - Programme 19 Pluvial -Code AP : 186190BP - Montant estimé de la compétence eaux pluviales : 13 204,95 euros TTC

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

#### **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

##### **10. Avis n° 2020-009-Budget Annexe Assainissement du Pays de Martigues-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Acquisition de matériel et outillage divers 2020-2023**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de poursuivre la réalisation du programme pluriannuel des investissements du Territoire du Pays de Martigues il est proposé de créer et d'affecter une opération permettant de financer les dépenses d'achat de matériel et outillage divers amortissables et nécessaires au fonctionnement du service assainissement.

L'opération d'investissement 2020600200, acquisition de matériel et outillage divers 2020-2023, pour un montant de 200 000 euros H.T., inscrite au budget annexe de l'assainissement et enregistrée dans l'autorisation de programme AP 206110AS du programme 11 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 200 000 euros

H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférant ;

**Emet un avis favorable** sur les approbations de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020600200 et « acquisition de matériel et outillage divers 2020-2023 » pour un montant de 200 000 H.T. rattachée au programme 11 Assainissement Code AP 206110AS

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui est établi comme suit :

CP 2020 : 40 000 euros H.T.

CP 2021 : 60 000 euros H.T.

CP 2022 : 60 000 euros H.T.

CP 2023 : 40 000 euros H.T.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

#### **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

##### **11. Avis n° 2020-010-Budget Annexe Assainissement du Pays de Martigues- Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Acquisition de mobilier de bureau, de matériel et de licences informatiques 2020-2023**

Rapporteur : Monsieur Gérard FRAU

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de poursuivre la réalisation du programme pluriannuel des investissements du Territoire du Pays de Martigues il est proposé de créer et d'affecter une opération permettant de financer les dépenses d'achat de mobilier amortissable ainsi que l'acquisition d'études, de matériel et de licences informatiques nécessaires au fonctionnement du service assainissement.

L'opération d'investissement 2020600100, acquisition de mobilier de bureau de matériel et de licences informatiques 2020-2023, pour un montant de 200 000 euros H.T., inscrite au budget annexe de l'assainissement et enregistrée dans l'autorisation de programme AP 206010AS du programme 01 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 200 000 euros H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférant ;

**Emet un avis favorable** sur les approbations de la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020600100 et acquisition de mobilier de bureau de matériel et de licences informatiques 2020-2023 pour un montant de 200 000 H.T. rattachée au programme 01 Gestion de l'administration Code AP 206010AS

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe de l'assainissement du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui est établi comme suit :

CP 2020 : 30 000 euros H.T.

CP 2021 : 60 000 euros H.T.

CP 2022 : 60 000 euros H.T.

CP 2023 : 50 000 euros H.T.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

#### **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

\*\*\*\*\*

### **Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville**

##### **12. Avis n° 2020-011-Crise sanitaire et solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les Familles des Gens du voyage.**

Rapporteur : Monsieur Laurent BELSOLA

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence exceptionnelles pour limiter la propagation de la maladie. Ces mesures ont un impact sans précédent sur les acteurs économiques, notamment les familles de Voyageurs qui sont confrontées à un arrêt de leurs activités depuis la date de mise en œuvre du confinement.

Dans ce contexte, la Métropole a souhaité contribuer de manière volontaire à la protection des plus démunis que sont notamment les Familles des Gens du Voyage par la prise en charge des coûts de la consommation des fluides, eau et électricité, pendant la période de confinement, soit du 17 mars au 10 mai inclus.

A ce titre, les Responsables des Structures d'Accueil exploitées en Régie métropolitaine et les deux Gestionnaires des Aires d'Accueil exploitées en Délégation de Service Public et en Marché Public de service ont transmis à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence un état détaillé des consommations des fluides pour chaque Structure d'Accueil.

Le montant du coût global de ces consommations de fluides est estimé approximativement à 40 000 euros.

La répartition par Territoire est détaillée ci-dessous.

Marseille Provence	6 310 €
Pays d'Aix (DSP)	20 700 €
Pays Salonais (DSP)	3 100 €
Istres Ouest Provence	1 950 €
Pays de Martigues	4 030 €
<b>TOTAL</b>	<b>37 110 €</b>

Sont concernées 9 structures d'accueil de la Métropole suivant le tableau ci-après, gérées selon 3 modes différents : régie métropolitaine, marché public et Délégation de Service Public.

<b>Territoires</b>	<b>Secteurs</b>	<b>Modes de gestion</b>	<b>Structures d'Accueil concernées</b>	<b>Capacité d'accueil</b>
Marseille Provence	Marseille / Allauch / Plan-de-Cuques	Régie métropolitaine	Saint Menet	24 places familles
	Marseille	Régie métropolitaine	Mazargues	40 places familles
Pays d'Aix	Aix en Provence	Délégation de Service Public	Le Réaltor	80 places familles
	Bouc-Bel-Air/Simiane-collongue	Délégation de Service Public	La Malle	30 places familles
	Fuveau/Meyreuil	Délégation de Service Public	Rives Hautes	23 places familles
Pays Salonais	Salon de Provence / Lançon-Provence / Pelissanne	Délégation de Service Public	La Garenne	25 places familles
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Aubagne / Auriol / La Bouilladisse / La Penne sur Huveaune / Peypin / Roquevaire	Marché Public	Vallon des Vaux	12 places familles
Istres Ouest Provence	Miramas / Saint-Chamas	Régie métropolitaine	Les Molières	47 places familles
Pays de Martigues	Martigues	Régie métropolitaine + Marché	Le Bargemont	7 places familles

C'est pourquoi, il est proposé d'adopter deux dispositifs distincts afin de mettre en œuvre la prise en charge des coûts de consommation des fluides, payés directement par les gestionnaires des Structures d'Accueil et refacturés à prix coûtant aux familles stationnaires, selon le mode de gestion spécifique à chaque Structure d'Accueil :

- 1<sup>er</sup> dispositif : l'annulation des créances après accord du Trésor Public, pour les Régies Métropolitaines, qui devra faire l'objet d'une prochaine délibération (5 Structures d'Accueil : Mazargues, Saint Menet, Vallon des Vaux, Les Molières et Le Bargemont)

- 2<sup>ème</sup> dispositif : un protocole adapté, le cas échéant, pour le contrat de Délégation de Service Public (4 Structures d'Accueil : Le Réaltor, La Malle, Rives Hautes et La Garenne) pour indemniser le préjudice subi par le délégataire.

Pour les Structures d'Accueil des Gens du Voyage qui pratiquent un forfait global journalier sans distinction des coûts des fluides, il sera pris en compte pour ces derniers la moitié du forfait global.

Il convient d'approuver ce principe de solidarité afin de pouvoir décliner territorialement sa mise en œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la nécessaire solidarité de la Métropole dans la période de confinement, pour les Familles de Voyageurs sur l'ensemble des Structures d'Accueil des Voyageurs ;
- Que la nécessaire mise en œuvre de deux dispositifs distincts de prise en charge des coûts des consommations des fluides, adaptés aux modes de gestion des Equipements Publics ;
- Que l'affectation des crédits budgétaires nécessaires sur le Budget Principal de la Métropole et sur les Etats Spéciaux des Territoires concernés ;
- **Emet un avis favorable** sur l'approbation du principe de la solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les familles des Gens du Voyage selon les dispositifs exposés ci-dessus, ce qui a pour conséquence la gratuité de la consommation des fluides, pour les Familles de Voyageurs pendant la période du confinement, du 17 mars au 10 mai inclus, soit 55 jours.

**Emet un avis favorable** sur le coût global approximatif de la consommation des fluides de 34 000 euros pour l'ensemble des Structures d'Accueil de la Métropole.

La présente délibération devra faire l'objet d'une approbation de l'ensemble des territoires afin qu'ils prévoient les crédits nécessaires,

Des délibérations subséquentes devront intervenir après accord des territoires afin d'autoriser la présidente à mettre en œuvre ce principe de gratuité.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

- 13. Avis n° 2020-012-Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n°4 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n°4 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022**

Rapporteur : Madame Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence Nationale de l'Habitat et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

Bilan 2019 de la délégation de compétence

- Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2019 étaient les suivants :

5 000 logements sociaux en objectif de base, et une tranche complémentaire de 1 210 logements sociaux.

L'objectif de base se décomposait comme suit :

- 2 304 logements PLUS,
- 1 673 logements PLAI, dont 72 PLAI adaptés,
- 1 023 logements PLS.

Les financements et agréments 2019 représentent 2 968 logements sociaux financés, dont 1 034 logements PLUS, 1 084 logements PLAI (dont 35 PLAI adaptés) et 850 logements PLS.

Dans le détail, les 2 968 logements sociaux financés et agréés se répartissent de la manière suivante :

- 1 034 PLUS familiaux,
- 1 084 PLAI, dont 684 PLAI familiaux et 400 PLAI en logements-foyers (298 en résidences sociales, 102 en pensions de familles),
- 850 PLS, dont 766 PLS familiaux et 84 PLS en logements-foyers destinées à des personnes âgées.

L'Etat a notifié des droits à engagement à hauteur de 14 811 460 euros. 11 536 423 euros ont été engagés par la Métropole. Le solde des droits à engagement est de 3 275 037 euros.

- Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2019 étaient les suivants :

- 903 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
- 168 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très

- dégradés,
- 380 logements au titre de la précarité énergétique,
- 355 logements au titre de l'autonomie,
- 177 logements de propriétaires bailleurs, dont 2 en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 503 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires, dont :
  - 47 logements en copropriétés fragiles,
  - 456 logements en copropriétés en difficulté,

soit 1583 logements à réhabiliter.

Pour 2019, ont été subventionnés :

- 1 173 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
  - 37 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
  - 895 logements au titre de la précarité énergétique,
  - 290 logements au titre de l'autonomie,
- 70 logements de propriétaires bailleurs, dont 2 en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 1 515 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires, dont :
  - 48 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés fragiles,
  - 1467 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés en difficulté,

soit 2 758 logements subventionnés.

Etait prévue une enveloppe de droits à engagement de 12 960 140 euros (travaux et ingénierie). Ont été engagées des subventions à hauteur de 10 522 980 euros. Afin de répondre aux besoins formulés par le délégataire en fin d'année, les droits et les engagements ANAH destinés au parc privé ont été portés à 16 473 950 euros.

Objectifs 2020 de la délégation de compétence

- Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2020 sont les suivants :

Un objectif de base de 5 000 logements locatifs sociaux, et une tranche complémentaire de 2 600 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décompose comme suit :

- 2 335 logements PLUS,
- 1 665 logements PLAI, dont 75 PLAI adaptés,
- 1 000 logements PLS.

Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 17 355 051 euros (16 317 000 euros pour les PLAI, 973 550 € euros pour les PLAI adaptés et 64 501 euros pour le financement de MOUS relogement).

Deux enveloppes régionales complémentaires de 1 502 600 € pour l'acquisition-amélioration et de 200 000 euros pour l'utilisation de matériaux biosourcés peuvent également être mobilisées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2020 sont les suivants :

- 500 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
  - 40 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
  - 356 logements au titre de la précarité énergétique,
  - 104 logements au titre de l'autonomie,
- 92 logements de propriétaires bailleurs dont 2 propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 1 779 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de propriétaires pour les copropriétés en difficulté,

soit un total de 2 371 logements.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le règlement des aides de l'Anah).

A cet effet, une enveloppe de droits à engagements est prévue à hauteur de 14 176 098 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur ses différents dispositifs, tels que les Programmes d'Intérêt Général, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et dispositifs de traitement des copropriétés pour atteindre ces objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence



en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;

- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 du 20 juillet 2017 et son avenant ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 3 mars 2020 ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens de ces conventions pour l'année 2020 et d'adapter celles-ci aux dernières évolutions réglementaires ;

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de l'avenant n°4 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022.

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de l'avenant n°4 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022.

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole : Sous-politique D210 – opération 2016104500 – chapitre 20 – fonction 552.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

\*\*\*\*\*

## **Transports, Déplacements et Accessibilité**

14. **Avis n° 2020-013-Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Rayettes à Martigues, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019**

Rapporteur : Madame Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Rayettes à Martigues, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la SEMOVIM afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 1 882,42€ HT soit 2 258,90 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation du parc de stationnement Rayettes à Martigues ayant pris effet en 1993 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Rayettes à Martigues pendant la période des fêtes de fin d'année 2019 ;
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMOVIM, causant un préjudice financier à ce dernier ;

- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités ;
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

**Emet un avis favorable** sur l'approbation du protocole indemnitaire ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMOVIM consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Rayettes à Martigues.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 1 882,42€ HT soit 2 258,90 € TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT6 - chapitre 011 -Nature 6288 - Fonction 518.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

#### **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

##### **15. Avis n° 2020-014-Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Degut à Martigues, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019**

Rapporteur : Madame Nathalie LEFEBVRE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans le parc Degut à Martigues, les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ce parc qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société SEMOVIM afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 416,58€ HT soit 499,90 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN-001-17/07/20 du 17 Juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de DSP pour l'exploitation du parc de stationnement Degut à Martigues ayant pris effet le 1er janvier 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans le parc Degut à Martigues pendant la période des fêtes de fin d'année 2019 ;
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant SEMOVIM, causant un préjudice financier à ce dernier ;
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités ;
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

**Emet un avis favorable** sur l'approbation du protocole indemnitaire ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire SEMOVIM consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur le parc Degut à Martigues.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 416,58€ HT soit 499,90 € TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT6 - chapitre 011 -Nature 6288 - Fonction 518.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

#### **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ**

\*\*\*\*\*

III

## **Informations**

**Informations diverses du Président du Conseil de Territoire aux conseillers territoriaux**

**Informations de la Métropole**

Rapports inscrits à l'ordre du jour du Bureau et du Conseil de la Métropole du 31 Juillet 2020

pour information

Approbation des avenants aux conventions d'utilisation de l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers Politique de la Ville du territoire métropolitain

Approbation de l'avenant n°1 au contrat type de reprise option filières papier-carton avec le repreneur REVIPAC relatif à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour la période de 2018 à 2022

Approbation de la convention type entre l'éco-organisme de la filière des Textiles, Linge et Chaussures (T.L.C) et la Métropole Aix-Marseille-Provence